



CICR



REUTERS/Damir Sagoli

VUE GÉNÉRALE

Au moins 21 pays et quatre régions d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe sont aujourd'hui touchés par le problème des armes à dispersion, ou l'ont été au cours des cinquante dernières années. Dans certains pays, les armes à dispersion ont été employées de manière extensive : au Laos, par exemple, des bombes à sous-munitions ont été larguées tout au long d'une période de neuf ans (1964 à 1973), plaçant la population à la merci de cet héritage meurtrier (GICHD, février 2007). Dans d'autres contextes, bien que l'emploi de telles armes ait été plus limité, les conséquences sont tout aussi graves. Au Kosovo, par exemple, où le conflit n'a duré que 11 semaines, ce sont au total entre 230 000 et 290 000 sous-munitions qui auraient été larguées (Landmine Action/CICR) ; quand les combats ont pris fin, quelque 30 000 de ces engins non explosés jonchaient encore le sol (CICR, 2001).

Les sous-munitions peuvent atterrir loin de la cible visée. Dans un verger, Darwish Abd el-Aal regarde une sous-munition non explosée qui est restée accrochée aux branches d'un arbre.

AP/Mohammed Zaatari

CONTAMINATION DUE AUX ARMES À DISPERSION

OÙ DES BOMBES À SOUS-MUNITIONS ONT-ELLES ÉTÉ EMPLOYÉES ? QUELS SONT LES DANGERS ?

QUELS SONT LES PAYS ET LES RÉGIONS LES PLUS TOUCHÉS PAR LE PROBLÈME ?

Il peut être difficile d'établir à quel degré les pays et les régions sont affectés par les armes à dispersion. En effet, les données relatives à la contamination due aux armes à dispersion sont parfois mélangées avec celles qui concernent la contamination due à d'autres types d'engins non explosés. Nous savons cependant que là où elles ont été employées de manière extensive, les armes à dispersion constituent une partie déterminante du problème posé par les restes explosifs de guerre, et qu'elles ont de lourdes conséquences pour les civils et les communautés.

Le **Laos** a été contaminé par les armes à dispersion entre 1964 et 1973 en raison des conflits en cours dans la région. Une enquête a été réalisée par Handicap International afin d'évaluer l'impact des engins non explosés au Laos : il en ressort que, d'une part, le type de contamination le plus commun est dû aux sous-munitions non explosées et que, d'autre part, 1 553 villages avaient été pollués par ces armes (Handicap International, 1997). Selon le Programme national lao d'élimination des munitions non explosées, 270 millions de sous-munitions ont été disséminées par des



bombes à dispersion (UXO LAO) ; de plus, compte tenu d'un taux de raté s'établissant, selon les évaluations, entre 10 % et 30 %, ce sont au total de 9 à 27 millions d'engins non éclatés qui sont restés sur le sol à la fin du conflit (CICR, Réunion d'experts sur les restes explosifs de guerre, 2000). En mars 2007, Handicap International avait enregistré 4 837 personnes tuées ou blessées par les armes à dispersion (Handicap International, 2007), mais les données relatives aux victimes sont encore incomplètes. Quelque 200 nouvelles victimes des restes explosifs de guerre, y compris des sous-munitions, sont encore enregistrées au Laos chaque année. En outre, un nombre élevé d'incidents restent probablement non enregistrés (GICHD). Le Laos est donc un exemple particulièrement explicite des effets potentiellement durables de l'emploi des armes à dispersion.

Le cas du **Kosovo** démontre que même quand elles sont employées dans des conflits de courte durée, les armes à dispersion peuvent laisser derrière elles de graves problèmes qui ne peuvent se résoudre qu'au fil de nombreuses années. En 1999, au cours des 11 semaines de guerre, entre 230 000 et 290 000 sous-munitions d'armes à dispersion ont été larguées sur le territoire (*Landmine Action*, 2007/CICR, 2001) et, selon les estimations, quelque 30 000 de ces engins n'ont pas explosé (CICR, 2001). Cela faisait peser une grave menace sur les civils qui, en dépit des mises en garde, pénétraient dans des zones contaminées telles que champs, forêts et vignobles parce qu'ils n'avaient pas d'autre moyen d'assurer leur subsistance (CICR, 2001). Une étude réalisée par *Landmine Action* a révélé que les

terres arables constituaient en fait au moins 54 % de la zone infestée (*Landmine Action*, 2007). En 2007, le centre de coordination du *Kosovo Protection Corps* a signalé qu'il subsistait encore 61 zones dangereuses, principalement dans la partie occidentale du territoire (Handicap International, 2007).

C'est au **Sud-Liban**, en juillet et août 2006, qu'a été enregistré l'emploi le plus récent d'armes à dispersion. Bien que l'on ne dispose pas de données permettant de connaître le nombre total de sous-munitions employées, une première estimation réalisée en novembre 2006 par le Centre de Coordination de la lutte antimines des Nations Unies au Sud-Liban (UNMACC-SL) il restait jusqu'à un million de sous-munitions non explosées après que les combats aient pris fin.

Les zones polluées par ces armes incluaient des terres agricoles et des infrastructures (eau et électricité). Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans de vastes zones du Sud-Liban, au moins 25 % des terres cultivées ont été polluées par des sous-munitions d'armes à dispersion non explosées (FAO, 2006). Globalement, au Sud-Liban, l'agriculture constitue près de 70 % du revenu total des ménages; en outre, la moitié de la population active tire entièrement ses revenus de cette activité (FAO, 2006). Les sous-munitions non explosées ont aussi fait obstacle aux efforts de reconstruction, notamment en perturbant les réparations des lignes électriques (*Landmine Action*, 2006).

Jusqu'en décembre 2007, 217 civils avaient été tués ou blessés par des engins non explosés, presque dans tous les cas par des sous-munitions (UNMACC-SL, décembre 2007). Un pourcentage élevé de ces incidents s'est produit alors que les gens revenaient dans leurs maisons après les combats, ou juste après leur retour (*Landmine Action*, 2006).

En septembre 2007, le UNMACC-SL estimait que 40 % de la zone contaminée avait été débarrassée de toute menace en surface. Cependant, seuls 21 % de la zone avaient été complètement dépollués (c'est-à-dire jusqu'à une profondeur de 20 cm). En octobre 2007, le même organisme a signalé qu'au total, 131 115 sous-munitions non explosées avaient été éliminées.

Les armes à dispersion ont été aussi employées de manière extensive en **Afghanistan** lors des conflits des années 1980 et 1990 et, plus récemment, en 2001-2002. Cependant, beaucoup de zones infestées en Afghanistan ne sont pas répertoriées et, souvent, la contamination due aux sous-munitions n'est pas différenciée de celle que provoquent les autres restes explosifs de guerre (Handicap International, 2007). En février 2007, sur les 269 sites connus, 222 avaient été débarrassés de toute contamination récente (Handicap International, 2007).

QUELLES DIFFICULTÉS SURVIENNENT-ELLES DANS LES ZONES INFESTÉES DE SOUS-MUNITIONS D'ARMES À DISPERSION ?

Comme dans le cas des mines antipersonnel et autres restes explosifs de guerre, la présence de sous-munitions non explosées d'armes à dispersion a de graves conséquences, au-delà des victimes elles-mêmes. Comme cela a été souligné plus haut, la contamination due à ces armes bloque souvent l'accès aux biens de première nécessité tels que nourriture, eau, carburant et combustible, ainsi qu'aux écoles, marchés, services de santé et autres services essentiels.

Les sous-munitions ayant un taux de dysfonctionnement si élevé et étant disséminées en si grand nombre, que même une seule frappe au moyen d'armes à dispersion, à l'intérieur ou à proximité d'une zone agricole, par exemple, peut constituer une menace pour la population et avoir, à

long terme, des effets néfastes sur le plan socio-économique.

En **Irak**, selon la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), l'agriculture offre des possibilités d'emploi à 37 % de la population (MANUI, décembre 2006). En 2006, selon une enquête (*Irak Landmine Impact Survey / ILIS*), dans certaines zones du sud du pays, 100 % des terres arables et 95 % des pâturages étaient inaccessibles à cause de la présence de débris de guerre explosifs, parmi lesquels des sous-munitions d'armes à dispersion (Handicap International, 2007).

Quand les zones agricoles sont infestées ou que les sources d'eau deviennent inaccessibles – et aussi parce qu'il faut souvent du temps pour nettoyer les zones

Les zones infestées de sous-munitions d'armes à dispersion recèlent de graves dangers pour les populations civiles, et les communautés touchées par la guerre sont confrontées à leurs conséquences à long terme.

John Rodsted



infestées – les gens prennent parfois consciemment des risques pour accéder à leurs champs, à du combustible ou à de l'eau potable. Au **Viet Nam**, entre 1975 et 2007, quelque 61,1 % de tous les décès et blessures dus aux sous-munitions d'armes à dispersion se sont produits alors que les victimes travaillaient dans les champs, surveillaient du bétail ou creusaient le sol ; au cours de la même période, 53,1 % des incidents se sont produits dans des terres agricoles ou des pâturages (Handicap International, 2007).

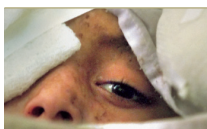
Les sous-munitions non explosées peuvent aussi représenter des sources de revenu « intéressantes », mais extrêmement dangereuses. Par exemple, en **Afghanistan**, des nomades ont été victimes des sous-munitions alors qu'ils ramassaient ces engins en tant que ferraille pour compléter leurs revenus (Handicap International, 2007). Au **Cambodge**, la récupération et le commerce de la ferraille constituent une activité répandue (Handicap International, 2004). Quand les prix de la ferraille ont augmenté après 2002, il en est allé de même du nombre d'accidents résultant de la manipulation délibérée de débris de guerre

explosifs pour en extraire le métal (Croix-Rouge cambodgienne). Dans le cadre d'une enquête menée par Handicap International, 32 % des enfants interviewés ont indiqué que la récupération de la ferraille constituait leur seule source de revenu (Handicap International, 2004).

Les sous-munitions sont très explosives et peuvent être extrêmement instables. Les équipes de déminage doivent donc prendre les plus grandes précautions quand elles trouvent et détruisent de tels engins ; cela rend le processus d'autant plus coûteux et d'autant plus lent. Ces mêmes caractéristiques font que lorsqu'une personne provoque accidentellement l'explosion d'une sous-munition, les autres personnes se trouvant à proximité immédiate courent aussi le risque d'être tuées ou mutilées.

Une équipe de l'ONG Mines Advisory Group (MAG) élimine des sous-munitions non explosées. Cette tâche très dangereuse exige beaucoup de temps et d'argent.

Sean Sutton/Panos Pictures



SOURCES:

CICR, *Bombes à dispersion et mines terrestres au Kosovo – les pièges explosifs de l'après-guerre*, juin 2001.

CICR, *Les restes explosifs de guerre : héritage meurtrier des conflits armés modernes*, juillet 2004.

CICR, Réunion d'experts sur les débris de guerre explosifs, présentation de Phil Bean, directeur de programme, UXO LAO, 18-19 septembre 2000.

Croix-Rouge cambodgienne, *Cambodian Mine/UXO Victim Information System, Annual Report 2006*.

Handicap International, *Tampering: Deliberate Handling and Use of Live Ordnance in Cambodia*, août 2004.

Handicap International, *Living with UXO: Final Report, National Survey on the Socio-Economic Impact of UXO in Lao PDR*, octobre 1997.

Handicap International, *Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities*, mai 2007.

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), *Working Together for Iraq*, décembre 2006, disponible en anglais à l'adresse : http://www.uniraq.org/documents/InfoKit2007_EN.pdf

Centre des Nations Unies de coordination des opérations anti-mines au Liban sud (UNMACC-SL), *South Lebanon Cluster Bomb Info Sheet*, novembre 2006.

Centre des Nations Unies de coordination des opérations anti-mines au Liban sud (UNMACC-SL), *September 2007 Report*, octobre 2007.

Centre des Nations Unies de coordination des opérations anti-mines au Liban sud (UNMACC-SL), *Victim Data*, décembre 2007, disponible en anglais à l'adresse : <http://www.maccsl.org/reports/victims/casualties.pdf>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Lebanon : Damage and Early Recovery Needs Assessment of Agriculture, Fisheries and Forestry*, novembre 2006.

Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD), *Lao PDR Risk Management and Mitigation Model*, février 2007.

Human Rights Watch, *Fatally Flawed: Cluster Bombs and their Use by the United States in Afghanistan*, décembre 2002.

Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL), *Landmine Monitor Report 2006*.

Landmine Action, *Foreseeable Harm: The use and impact of cluster munitions in Lebanon: 2006*, octobre 2006.

Landmine Action, *Cluster Munitions in Kosovo: Analysis of Use, Contamination and Casualties*, octobre 2007.

Programme national lao d'élimination des munitions non explosées (UXO Lao), voir : <http://www.uxolao.org>